

Brochure n° 3351

**Convention collective nationale**

IDCC : 2691. – **ENSEIGNEMENT PRIVÉ HORS CONTRAT**

AVENANT N° 5 DU 9 JUIN 2009  
RELATIF À LA RÉMUNÉRATION ET AU DÉCOMPTE  
DES HEURES D'ACTIVITÉ  
NOR : *ASET0950671M*  
IDCC : 2691

Entre :

La fédération française de l'enseignement privé ;

La fédération nationale de l'enseignement privé laïque,

D'une part, et

Le syndicat national de l'enseignement privé laïque CFTC ;

Le syndicat national des personnels de l'enseignement et de la formation  
privés CGT ;

La fédération de la formation et de l'enseignement privés CFDT ;

Le syndicat national de l'enseignement privé CFE-CGC ;

La fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation  
professionnelle FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 7.6 de la convention collective nationale de l'enseignement privé  
hors contrat est modifié comme suit :

« a) Le taux de base horaire est déterminé en divisant la rémunération  
annuelle de l'enseignant par le nombre d'heures découlant de la durée légale  
du travail, soit 1 820 heures pour un temps plein.

La rémunération d'une heure d'activité de cours et des activités induites  
correspondantes est égale au taux de base défini au 1<sup>er</sup> alinéa multiplié par le  
coefficient correspondant à la catégorie de l'enseignant concerné mentionné  
dans l'annexe II B, colonne 1, de la convention collective nationale.

Il sera procédé de la même manière pour calculer les retenues à opérer sur la rémunération d'un enseignant au titre d'heures d'activité de cours non effectués (en dehors des cas de maintien de la rémunération prévus par la convention collective ou par le code du travail).

Les heures passées dans le cadre du contrat de travail, qui ne sont pas des activités de cours et qui ne supposent ni préparation ni correction, seront rémunérées au taux horaire défini au 1<sup>er</sup> alinéa.

Les heures supplémentaires seront majorées du taux légal en vigueur.

b) Pour le décompte et la rémunération des heures supplémentaires, un tableau précisant les modalités propres à chaque niveau d'enseignement figure à l'annexe II. Il prévoit notamment le déclenchement des taux conventionnels et légaux de majoration en tenant compte des heures induites. »

Fait à Paris, le 9 juin 2009.

(Suivent les signatures.)